

Islam indonésien

Deux courants contraires

● ● ● **Franz Dähler**, *Kriens*
Journaliste¹

L'Indonésie est-elle en passe de devenir un Etat islamiste ?

La question est lourde de sens car la population musulmane du pays (200 millions)

dépasse celles de tous les pays arabes.

Au cours de mon dernier séjour en Indonésie, j'ai vraiment eu l'impression que tel était le cas.

Pourtant, bien des forces jeunes continuent à s'activer en faveur de la liberté religieuse.

Depuis la chute du président Suharto en 1998, une forte tendance fédéraliste s'affirme en Indonésie. Quelques provinces en ont profité pour instaurer la *sharia*, principalement sous la forme de prescriptions vestimentaires pour les femmes, de lois contre la pornographie et de sanctions pour des délits comme le vol, l'adultère et les relations sexuelles avant mariage.

Pour l'instant, ces lois sont en vigueur dans les provinces d'Aceh (avec l'introduction de la peine du fouet), de Sumatra-Ouest (à Padang, les jeunes filles chrétiennes sont astreintes à porter le voile à l'école), de Java-Ouest, à Tangerang et Depok, de Sulawesi-Sud et de Kalimantan-Est. D'où l'impression d'une annexion culturelle, d'une arabisation par l'islam. Il est préoccupant de constater que, selon une enquête, 80 % des étudiants des principales universités d'Etat, autrefois très progressistes, préconisent l'introduction de la *sharia*. Le mouvement étudiant KAMMI influence les campus de ces Hautes écoles en faveur d'un Etat islamiste.

Autre inquiétude, entre 2004 et 2007, 110 églises ont été fermées ou détruites suite à des attaques de la part de musulmans. Le principal responsable de ces violences est le FPI (Front de défense islamique), proche de la mouvance wahhabite d'Arabie saoudite. En 2008, le Vendredi saint, le FPI a même exigé le démontage d'une grande tente que

la paroisse de Parung (entre Jakarta et Bogor) avait dressée pour pallier le manque d'église.

Idéologiquement, ce « Front » est soutenu par le Conseil islamique des juristes (MUI) reconnu par l'Etat. Il oppose au christianisme un solide barrage, condamne la sécularisation et le pluralisme et se signale par ses condamnations (*fatwa*) contre des musulmans libéraux tels que Ulil Abshar-Abdalla. La plupart des églises évangéliques sont fermées sous prétexte qu'elles ont été bâties sans l'autorisation de la population locale.

Tuez les ahmadiyahs !

Depuis quelques années, le mouvement ahmadiyah fait l'objet d'une violente polémique. Ce mouvement, au fort caractère missionnaire, compte dans ses rangs des prix Nobel et des politiciens de poids. Mais le MUI, le FPI et le Forum Umat Islam (FUI) exigent sa suppression, de plus en plus souvent à coups d'actions violentes. Quelques mosquées ahmadiyahs ont même été détruites.

1 • L'auteur a travaillé 18 ans en Indonésie en qualité d'aumônier d'étudiants et d'enseignant de religion et d'éthique. Il y retourne régulièrement, notamment en tant que professeur invité dans des universités chrétiennes et musulmanes.

Ce mouvement a été fondé en Inde, à Quadian (Punjab), par Mirza Ghulam Ahmad (1839-1908) qui se considérait comme le *mahdi*, le messie attendu par les musulmans, une réapparition du prophète Mohammed. L'ahmadiyah reconnaît Mohammed comme prophète, le Coran comme révélation divine, le *jiha*d comme lutte sainte qui exclut toute violence. L'islam en général et la majorité des musulmans indonésiens rejettent l'ahmadiyah sous prétexte qu'il remet en cause le caractère irrévocable du prophète Mohammed.

Face aux pressions exercées par le FPI et le MUI, le gouvernement indonésien du président Susilo Bambang Yudhoyono s'est montré passif et timoré, pour la bonne raison qu'il est dépendant du parti Golkar - le plus grand parti à l'époque de Suharto - infiltré par les musulmans. Le 1^{er} juin 2008, il a tout de même ordonné l'arrestation de quelques meneurs du « Front » qui, aux cris de « Tuez les ahmadiyahs », avaient agressé violemment les participants à une manifestation pacifique en faveur de l'ahmadiyah et de la liberté religieuse.

Mais le président a aussi adressé, le 9 juin, un avertissement aux ahmadiyahs, leur demandant « d'accepter l'interprétation de l'islam généralement admise ». Le flou de la formulation permet d'interdire toute activité du mouvement, ce qui n'a pas manqué : un décret du gouverneur de Sumatra-Sud, en date du 1^{er} septembre 2008, le lui interdit justement.

Le cas du mouvement ahmadiyah peut servir de critère lorsqu'il s'agit de vérifier dans quelle mesure le gouvernement respecte la liberté religieuse ou est prêt à la réprimer. C'est précisément sur ce terrain que se profile, à l'intérieur même de l'islam, un autre « Front », qui prend une autre direction.

Des voix pour l'ouverture

Défendre la liberté religieuse. Tel est le titre d'un important document publié par l'Institut islamique pour l'étude de la religion et de la philosophie (LSAF) de Jakarta. Le sous-titre indique : *Entretiens avec des intellectuels musulmans et chrétiens sur la sécularisation, le libéralisme et le pluralisme dans le contexte indonésien*. Trente-trois auteurs musulmans et dix chrétiens y ont collaboré. Le large spectre des intellectuels musulmans est digne d'attention : on y trouve les recteurs des Universités islamiques de Jakarta et Yogyakarta, des professeurs aux Universités islamiques d'Etat tels que Quasim Mathar (Makassar) et Kautsar Azhari Noer (Jakarta), des personnalités politiques de premier plan comme Abdurrahman Wahid (président de 1999 à 2001), Amien Rais (anciennement président du grand parti PAN), Ahmad Syafii Maarif (jusqu'en 2004, président de la deuxième plus grande organisation populaire musulmane, Muhammadiyah), Said Aquil Siraj (président de la première organisation populaire musulmane, NU) et Dawam Rahaardjo, chef du LSAF.

Douze femmes, dont la plupart enseignent dans les universités, sont intervenues dans les interviews. Musdah Mulia, professeure à l'Université islamique de Jakarta, déplore que les femmes aient trop peu de droits dans les partis islamiques. Elle reproche aussi le gaspillage de 77 millions de roupies pour l'imposition de la *sharia* dans une province, alors que cet argent aurait pu être investi pour l'éducation et la lutte contre la faim. Gadis Arivia (professeure de philosophie à la Universitas Indonesia) s'oppose aux prescriptions vestimentaires et s'indigne du fait qu'un musulman a été puni pour avoir prié (*salat*) en

religions

indonésien plutôt qu'en arabe. Pour elle, l'arabisation est incompatible avec la culture indonésienne.

D'une façon générale, les contributions plaident en faveur d'une séparation entre la religion et l'Etat (sécularisation) ; elles préconisent une interprétation du Coran qui tienne compte du contexte culturel et historique de la société indonésienne, sans pour autant tomber dans le relativisme et le syncrétisme ; elles défendent la liberté religieuse, même en faveur des ahmadiyahs, et réclament de la part des autorités une attitude plus résolue face à la violence religieuse. Elles refusent la *Dictature de la majorité populaire* dont se réclament les partis islamiques qui veulent imposer la *sharia* dans les provinces.

Théologiquement, leur argumentation s'appuie sur le Coran et sur la pratique du prophète Mohammed qui, à Médine, avait institué des structures sociales plutôt séculières et tolérantes, grâce auxquelles les musulmans, les juifs et les chrétiens purent vivre en paix les uns avec les autres. Ce document laisse ainsi deviner l'étonnant potentiel d'un islam humain et ouvert. Serait-il trop éloigné de la base ?

Aujourd'hui comme hier, les deux grandes organisations islamiques, NU et Muhammadiyah, militent en faveur d'une société pluraliste, fondée sur la *Pancasila*, les cinq grandes lignes fondatrices de la nation : la croyance en un Dieu unique, une humanité juste et civilisée, l'unité de l'Indonésie, une démocratie guidée par la sagesse à travers la délibération et la représentation, la justice sociale pour tout le peuple et l'exclusion de la *sharia* comme loi de la nation. Des petits groupes de plus en plus nombreux s'engagent dans le sens de ce document.

C'est ainsi que j'ai pu rencontrer à Yogyakarta deux associations d'étudiants musulmans et chrétiens, socialement engagés : le Simpul Iman Community et le Live in Groups. Les premiers militent en faveur de l'environnement et du reboisement des pentes du volcan Merapi ; les seconds visitent les centres spirituels et sociaux des différentes religions. Par exemple, à Pakem, ils ont passé une semaine dans un centre pour enfants handicapés, les accompagnant, les soignant et jouant avec eux. D'autres groupes religieux mixtes de jeunes choisissent de passer une semaine dans une école coranique ou dans un monastère bouddhiste, d'autres encore de travailler dans des écoles d'agriculture ou des ateliers de tissage. Tous n'ont qu'un but : vivre leur foi en commun, en s'engageant pratiquement. On trouve des groupes semblables dans de nombreuses villes. L'Université catholique Sanata Dharma relate ces initiatives dans une brochure intitulée *Différents les uns des autres, aimons-nous*. Ainsi progresse la conviction que musulmans et chrétiens doivent travailler ensemble.

L'épouvantail de la pauvreté

L'économie joue un rôle décisif dans le développement religieux et culturel de l'Indonésie. A l'occasion d'un cours à la Faculté de théologie protestante (STT) de Jakarta, j'ai demandé si le fossé entre riches et pauvres s'élargissait dans le pays. Tous les participants ont répondu affirmativement. Après le souper, les étudiants m'ont invité à une discussion sur le problème de l'alimentation. Il existe en effet en Indonésie, des régions touchées par la famine. L'une des causes est la corruption des autorités, recrutées principalement parmi les anciens

cadres de l'époque Suharto. M.S. Kaban, ministre des Forêts, accorde généreusement des autorisations pour la déforestation, particulièrement en faveur des plantations de palmiers qui rapportent de l'argent mais pour lesquelles on brûle de vastes régions de la forêt vierge. Quant au ministre du Plan social Abu Bakrie, il passe pour être l'homme le plus riche du Sud-Est asiatique.

Selon Franz Magnis Suseno s.j., professeur à la Faculté de philosophie de Jakarta STF, 160 millions d'Indonésiens vivent au-dessous du niveau de pauvreté fixé par l'ONU, soit 2 dollars de revenu par jour. Pour freiner la pauvreté, le gouvernement a dégagé 9 milliards d'euros (1/8 du budget total) pour subventionner les prix du mazout et de l'essence, soit le double de ce qu'il consacre à l'éducation. S'il lui venait l'idée de réduire de moitié ces subsides, des troubles éclateraient certainement.

Certes, en septembre 2008, le gouvernement a annoncé une croissance économique de 6 %, mais cela ne signifie rien quant à la « qualité » de cette croissance. De fait, 57,5 % profitent à Java, 24,2 % à Sumatra et 18,3 % seulement au reste du pays. L'agriculture n'a progressé que de 2 à 3 % et la plus grande partie de cette croissance concerne les plantations de palmiers, dont la production est destinée à la production de biocarburants pour l'Occident, au détriment des réserves d'huile comestible pour les habitants du pays.

De ce fait, il devient facile aujourd'hui d'attirer des militants musulmans avec de l'argent, pour les mobiliser en faveur d'un « Etat idéal » régi par la *sharia*, dans lequel il n'y aurait plus ni corruption ni pauvreté. La misère économique et la faiblesse des autorités gouvernementales pourraient donc provoquer un revi-

vement en faveur d'un Etat islamiste. Ce retour en arrière aurait des conséquences fatales pour l'ensemble du pays.

De nouvelles forces

Les candidats pour les élections présidentielles prévues cette année ne sont pas très convaincants, tels le général Wiranto, Megawati et Susilo Bambang Yudhoyono et, peut-être, le vice-président Jusuf Kalla. Ce sont des membres des « anciennes forces » qui ne laissent espérer aucun changement. Il serait temps que l'Indonésie prenne conscience de l'énorme potentiel qui est le sien dans le domaine religieux et dans sa jeunesse.

Les Eglises catholique et protestantes sont de plus en plus conscientes des besoins du pays en matière d'écologie et dans le domaine social. Il en va de même pour l'Islam, comme le montre clairement le document du LSAF. Pourquoi alors ne pas éduquer la jeunesse dans cette perspective afin que, plus tard, elle puisse assumer des postes à responsabilités ?

Du côté catholique, des cours appelés *Retnas* sont organisés depuis 1974 dans ce but. Ses diplômés, devenus entre-temps professeurs, entrepreneurs ou politiciens, s'engagent à leur tour pour proposer ces cours au plan régional. Dans la mesure où ils pourraient s'étendre au niveau national, sous une forme qui inclurait aussi l'islam, les fruits ne tarderaient pas à apparaître, comme le laisse entendre la brochure déjà citée : *Différents les uns des autres, aimons-nous*.

Fr. D.

(traduction : P. Emonet)